

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Labrecque

Code géographique : 93055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Labrecque (Municipalité), qui comprennent l'état consolidés de la situation financière au 31 décembre 2019, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Labrecque inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Municipalité pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Municipalité, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalizations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 019 333	2 119 702	2 157 716			2 157 716
Compensations tenant lieu de taxes	2	51 931	58 824	55 476			55 476
Quotes-parts	3					60 314	
Transferts	4	178 643	107 013	194 358		201	194 559
Services rendus	5	129 524	122 800	132 083		267	132 350
Imposition de droits	6	43 165	18 000	42 122			42 122
Amendes et pénalités	7	5 777		1 983			1 983
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	24 483	15 000	22 658			22 658
Autres revenus	10	19 041	1 000	32 788		6	32 794
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	2 471 897	2 442 339	2 639 184		60 788	2 639 658
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	135 719		58 083			58 083
Imposition de droits	16	10 000					
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	145 719		58 083			58 083
	21	2 617 616	2 442 339	2 697 267		60 788	2 697 741
Charges							
Administration générale	22	372 517	419 633	398 636	9 584	25 875	434 095
Sécurité publique	23	199 293	199 450	200 683	8 980	32 161	190 659
Transport	24	504 002	549 700	516 165	129 045		645 210
Hygiène du milieu	25	246 558	254 185	233 508	63 566		297 074
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	181 749	142 100	142 113	8 924	3 247	145 135
Loisirs et culture	28	408 070	351 265	348 293	79 384		427 677
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	37 436	37 006	54 390			54 390
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	268 765		299 483	(299 483)		
	33	2 218 390	1 953 339	2 193 271		61 283	2 194 240
Excédent (déficit) de l'exercice	34	399 226	489 000	503 996		(495)	503 501

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	399 226	489 000	503 996 (495)	503 501
Moins: revenus d'investissement	2	(145 719)	()	(58 083) ()	(58 083)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	253 507	489 000	445 913 (495)	445 418
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Amortissement	4	268 765		299 483 375	299 858
Produit de cession	5			26 000 4	26 004
(Gain) perte sur cession	6			(18 857)	(18 857)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	268 765		306 626 379	307 005
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	3 554			14
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	3 554			14
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12			12 211	12 211
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15			12 211	12 211
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(178 321)	(201 000)	(184 079) ()	(184 079)
	18	(178 321)	(201 000)	(184 079)	(184 079)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(203 967)	(288 000)	(401 037) ()	(401 037)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	55 683		12 910 1 329	14 239
Excédent de fonctionnement affecté	21			1 443	1 443
Réserves financières et fonds réservés	22	(12 694)		(17 694)	(17 694)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(160 978)	(288 000)	(405 821) 2 772	(403 049)
	26	(66 980)	(489 000)	(271 063) 3 165	(267 898)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	186 527		174 850 2 670	177 520

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.